## **I.CERAM**

Société Anonyme

1, rue Columbia 87000 Limoges

# Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2016



Deloitte & Associés 185, avenue Charles de Gaulle 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex France Téléphone: + 33 (0) 1 40 88 28 00 Télécopieur: + 33 (0) 1 40 88 28 28 www.deloitte.fr

### **I.CERAM**

Société Anonyme 1, rue Columbia 87000 Limoges

# Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2016

#### Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société I.CERAM, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

I.CERAM 2 / 2

### II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment pour ce qui concerne les immobilisations incorporelles et les stocks.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Neuilly-sur-Seine, le 26 avril 2017

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

Albert AIDAN

## **BILAN**

Б	Pr	ésenté en Euros			
ACTIF		du 01/01/2016 au 31/12/2016 (12 mois)			Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé (0)					
Actif immobilisé					
Frais d'établissement			]		
Recherche et développement	74 449	74 449	0	2 493	- 2 493
Concessions, brevets, droits similaires	646 031	150 546			
Fonds commercial	10 000	.000.0	10 000	10 000	1
Autres immobilisations incorporelles					1
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions	78 750	24 288	54 463	15,300	39 163
Installations techniques, matériel et outillage industriels	880 830	332 253	548 577	365 438	183 139
Autres immobilisations corporelles	445 988	125 129	320 859	153 726	167 133
Immobilisations en cours	1 452 248		1 452 248		1 452 248
Avances et acomptes				359 662	- 359 662
Participations évaluées selon mise en équivalence					
Autres participations	431 204	42 500	388 704	254 896	133 808
Créances rattachées à des participations	325 541	96 875	228 667	120 775	107 892
Autres titres immobilisés				3 400	- 3 400
Prêts					
Autres immobilisations financières	15 918	1 025	14 893	15 638	- 745
TOTAL (I)	4 360 960	847 066	3 513 894	1 829 179	1 684 717
Actif circulant					
Matières premières, approvisionnements	149 946		149 946	286 932	-136 986
En-cours de production de biens	1 224 655		1 224 655	992 845	231 810
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis	1 496 617	212 447	1 284 169	1 238 894	45 275
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes	ļ				
Clients et comptes rattachés	460 838	105 568	355 270	314 088	41 182
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs	2 761		2 761	9 034	- 6 273
. Personnel	5 463		5 463	1 776	3 687
. Organismes sociaux					
. Etat, impôts sur les bénéfices	214 889		214 889	362 322	- 147 433
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	412 027		412 027	243 336	168 691
. Autres	320 922		320 922	170 639	150 283
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement	1 809 239		1 809 239	900 000	909 239
Disponibilités	2 001 774		2 001 774	6 780 785	- 4 779 011
Instruments de trésorerie	84 578		84 578	45 240	60.360
Charges constatées d'avance		0/2 0/-		15 318	69 260
TOTAL (II)	8 183 709	318 015	7 865 693	11 315 969	- 3 450 276
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des obligations (IV)					1
Ecarts de conversion actif (V)		9-1-2			
TOTAL ACTIF (0 à V)	12 544 668	1 165 081	11 379 587	13 145 148	- 1 765 561

## **BILAN (SUITE)**

Présenté en Euros

Présenté en Eu			Fresente en Euros	
PASSIF		du 01/01/2016 au 31/12/2016 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2015 (15 mois)	Variation
Capitaux Propres				
		504.070	504.070	
Capital social ou individuel (dont versé : 534 070)		534 070	534 070	
Primes d'émission, de fusion, d'apport  Ecarts de réévaluation		12 082 367	12 082 367	
		00.545	00.545	
Réserve légale Réserves statutaires ou contractuelles		22 515	22 515	
Réserves réglementées		]		
Autres réserves		330 000	220.000	
Report à nouveau			330 000	4 254 004
		- 2 232 507	-880 683	
Résultat de l'exercice		- 1 853 700	-1 351 824	- 501 876
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
Résultat de l'exercice précédent à affecter				
	TOTAL (I)	8 882 745	10 736 445	- 1 853 700
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées		13 750	41 250	- 27 500
	TOTAL (II)	13 750	41 250	- 27 500
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour risques		6 995	8 000	- 1 005
Provisions pour charges				
TOUGHT WILLIAMS IS SHEAR AND THE STREET	TOTAL (III)	6 995	8 000	- 1005
Emprunts et dettes				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
. Emprunts		1 016 632	1 086 300	30 332
. Découverts, concours bancaires		68 853	145 432	- 76 579
Emprunts et dettes financières diverses		00 000	170 402	- 10 319
. Divers		79 657	218 744	- 139 087
. Associés		225 000	135 637	- 10 637
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		220 000	100 001	- 10 007
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		436 346	531 040	04.604
Dettes fiscales et sociales		430 340	551 040	- 94 694
. Personnel		44 907	107 428	60 504
. Organismes sociaux		26 554	99 850	- 62 521 - 73 296
Etat, impôts sur les bénéfices		20 334	99 030	- 73 290
Etat, taxes sur le chiffre d'affaires		2 161	3 000	- 839
Etat, obligations cautionnées		2 101	3 000	- 039
. Autres impôts, taxes et assimilés		83 618	16 863	66 755
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		487 254	10 003	487 254
Autres dettes	1	5 116	15 161	- 10 045
Instruments de trésorerie		3 1 10	13 101	- 10 045
Produits constatés d'avance				
	TOTAL (IV)	2 476 098	2 359 453	116 643
Ecart de conversion passif(V)				
	ASSIF (I à V)	11 379 587	13 145 148	- 1 765 562
TOTALF	TOOII (I a V)	11 01 9 001	10 140 140	- 1 103 302

## **COMPTE DE RESULTAT**

Présenté en Euro				enté en Euros		
		du 01/01/2015 au 31/12/2016 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2015 (12 mois)	Variation absolue	%
	France	Exportations	Total	Total		
Ventes de marchandises	34 608		34 608	232 737	- 198 129	- 85,13
Production vendue biens	1 345 936	89 471	1 435 407	1 460 465	- 25 058	- 1,72
Production vendue services	60 734		60 734	51 464	9 270	18,01
Chiffres d'affaires Nets	1 441 278	89 471	1 530 749	1 744 667	- 213 917	- 12,26
Production stockée			290 611	186 676	103 935	55,68
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation			80 384	42 605	37 778	88,67
Reprises sur amort. et prov., transfert de ch	arges		246 907	17 607	229 300	1 302,32
Autres produits			48 932	52 766	- 3 834	- 7,27
Total of	des produits d'e	exploitation (I)	2 197 582	2 044 321	153 261	7,50
Achats de marchandises (y compris droits d	e douane)		27 551	50 395	- 22 844	- 45,33
Variation de stock (marchandises)				19 510	- 19 510	- 100,00
Achats de matières premières et autres app			492 311	497 765	- 5 454	- 1,10
Variation de stock (matières premières et au	itres approv.)		136 986	-23 697	160 683	678,07
Autres achats et charges externes			1 269 247	1 311 866	- 42 619	- 3,25
Impôts, taxes et versements assimilés			67 355	55 766	11 589	20,78
Salaires et traitements			1 123 386	961 930	161 456	16,78
Charges sociales			364 289	306 642	57 647	18,80
Dotations aux amortissements sur immobilis			199 268	127 430	71 838	56,37
Dotations aux provisions sur immobilisations	•		40 000	40 000	0	
Dotations aux provisions sur actif circulant  Dotations aux provisions pour risques et cha	vera a		212 447	0.000	212 447	40.57
Autres charges	irges		6 995 63 269	8 000 152 850	- 1 005 - 89 581	- 12,57 - 58 ,61
AND AND THE PROPERTY OF THE PR	es charges d'ex	rnigitation (II)	4 003 105	3 508 458	494 647	14,10
	LTAT EXPLOI	AL SHARL AND LABOUR STREET	- 1 805 523	-1 464 137	- 341 386	Provident and administration of the
Quotes-parts de résultat sur opérations faite		TATION (I-II)	- 1 805 525	-1 404 137	- 341 300	- 23,32
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)	s en commun			71		
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						
Produits financiers de participations			8 297	7 156	1 141	15,94
Produits des autres valeurs mobilières et cré	ances			49	- 49	- 100,00
Autres intérêts et produits assimilés			43 460	601	42 859	7 136,58
Reprises sur provisions et transferts de char-	ges		6 133		6 133	
Différences positives de change			35 512	- 35 512	- 100,00	
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement		349	1 604	- 1 255	- 78,24	
Total des produits financiers (V)		58 239	44 921	13 317	29,65	
Dotations financières aux amortissements et	provisions	1	21 025	125 507	- 104 482	- 83,25
Intérêts et charges assimilées		159 499	40 272	119 227	296,06	
Différences négatives de change		1				
Charges nettes sur cessions valeurs mobiliè			16 943		16 943	
Total	des charges fin	ancières (VI)	197 467	165 779	31 688	19,11
RES	ULTAT FINAN	ICIER (V-VI)	-139 228	-120 858	- 18 371	- 15,20
RESULTAT COURANT AVA	NT IMPOT (I-I	+   - V+V-V	- 1 944 751	-1 584 995	- 359 756	- 22,70

## **COMPTE DE RESULTAT (SUITE)**

Présenté en Euros

	du 01/01/2016 au 31/12/16 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2015 (15 mois)	Variation absolue	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	8 582	8 599	- 17	- 0,20
Produits exceptionnels sur opérations en capital	12 167	2 000	10 167	508,35
Reprises sur provisions et transferts de charges	1	85 262	- 85 262	- 100,00
Total des produits exceptionnels (VII)	20 749	95 861	- 75 112	- 78,36
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion Charges exceptionnelles sur opérations en capital	56 464 12 985	124 889	- 68 <b>42</b> 5 12 985	- 54,79
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		31 922	- 31 922	- 100,00
Total des charges exceptionnelles (VIII)	69 449	156 811	- 87 362	- 55,71
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	- 48 701	- 60 950	- 12 249	- 20,01
Participation des salariés (IX) Impôts sur les bénéfices (X)	- 139 752	-294 120	154 368	52,48
Total des Produits (I+III+V+VII)	2 276 569	2 185 103	91 466	4,19
Total des charges (II+IV+VI+VII+IX+X)	4 130 269	3 536 928	593 341	16,77
RESULTAT NET	- 1 853 700	-1 351 824	- 501 876	- 37,12
Dont Crédit-bail mobilier		30 075	- 30 075	- 100
Dont Crédit-bail immobilier				

## ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2016 dont le total est de 11 379 587,29 euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de -1 853 699,89 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2016 au 31/12/2016.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 15 mois recouvrant la période du 01/10/2014 au 31/12/2015.

## SOMMAIRE

#### REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables
- Changements de méthode
- Informations complémentaires pour donner une image fidèle

## COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des provisions
- Etat des échéances des créances et des dettes

### Informations et commentaires sur :

- Fonds commercial
- Produits et avoirs à recevoir
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance
- Composition du capital social
- Parts bénéficiaires
- Ventilation du chiffre d'affaires net
- Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

### **ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS**

- Engagements financiers
- Rémunérations des dirigeants
- Honoraires des Commissaires Aux Comptes
- Effectif moyen
- Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés
- Liste des filiales et participations

## Règles et méthodes comptables

Les comptes sociaux du Groupe I.CERAM clos au 31 décembre 2016 sont établis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur en France et notamment le plan comptable général, le règlement de l'ANC 2014-03.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

### Continuité d'exploitation :

L'hypothèse de la continuité de l'exploitation a été retenue par le Conseil d'administration compte tenu des éléments suivants :

- o La consommation forte de trésorerie s'explique par les projets de recherches en cours ainsi que par les dépenses lies à sa structuration, notamment au niveau commercial, alors que les revenus ne suffisent pas à équilibrer l'exploitation.
- o La trésorerie disponible est totalement sécurisée grâce aux levées de fonds.

Les comptes sociaux ont donc été établis sur une base de continuité d'exploitation.

Pour une meilleure compréhension des comptes présentés, les principaux modes et méthodes d'évaluation retenus sont précisés ci-après, notamment lorsque un choix est offert par la législation,

Les méthodes d'évaluation retenues pour les comptes de la période n'ont pas été modifiées par rapport aux exercices précédents.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

#### IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

### Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent :

- les frais de recherche et développement répondant aux critères d'activation dès lors qu'aucune demande de crédit d'impôt recherche n'a été demandé au titre des dites dépenses. Dans le cas contraire (constitutives de l'essentiel des dépenses engagées), les dépenses restent en charge
- les logiciels
- le fonds de commerce.

Les frais de recherche et développement sont amortis sur 7 années. Des provisions sont constituées s'il est identifié un risque sur l'utilisation des brevets concernés

Les logiciels sont amortis sur 1 à 3 années.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis dès lors qu'ils ne portent pas sur une durée définis d'utilisation. Ils font par contre l'objet d'une provision dès qu'un risque est identifié concernant sur le maintien de l'activité correspondante.

## Immobilisations corporelles

RAPACATA DE LA CONTRA CONTRA DE LA CONTRA DEL CONTRA DE LA CONTRA DEL CONTRA DE LA CONTRA DEL CONTRA DE LA CONTRA DE LA CONTRA DEL CONTRA DE LA CONTRA DE LA CONTRA DE LA CONTRA DEL C

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition) ou à leur coût de production. Les intérêts des emprunts nécessaires à l'acquisition de ces immobilisations ne sont pas pris en compte dans la détermination du coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Materiels et outillages industriels	2 a 5 ans
- Installations générales et agencements	5 à 10 ans

- Matériels de transport 4 ans

- Matériels de bureau 3 à 10 ans

- Mobilier 5 à 10 ans

### Dépréciation des actifs :

Les immobilisations doivent être soumises à des tests de perte de valeur dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur. Pour apprécier la présence d'un indice de perte de valeur, l'entreprise considère les indices externes et internes suivants :

#### Indices externes:

- Une diminution de la valeur de marché de l'actif (de façon plus importante que du seul effet attendu du passage du temps ou de l'utilisation normale de l'actif) ;

- Des changements importants, ayant un effet négatif sur l'entité, intervenus au cours de l'exercice ou dans un proche avenir, dans l'environnement technique, économique ou juridique ou sur le marché dans lequel l'entreprise opère ou auquel l'actif est dévolu ;
- Les changements normatifs

Indices internes:

- Existence d'un indice d'obsolescence ou dégradation physique d'un actif non prévu par le plan d'amortissement ;
- Des changements importants dans le mode d'utilisation de l'actif;
- Des performances de l'actif inférieures aux prévisions ;
- Une baisse sensible du niveau des flux futurs de trésorerie générés par la société.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est alors effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

Le management n'a identifié aucun actif, ni au 31 décembre 2015, ni au 31 décembre 2016, pour lequel des dépréciations complémentaires auraient dû être comptabilisées.

### Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont composées :

- De titres de I.CERAM détenus en autocontrôle
- De titres de la société I.CERAM SRO, détenue à 100%
- De titres de la société I.CERAM PT, détenue à 100%
- De titres de la société I.CERAM U.F., détenue à 100%
- De titres de la société LIMOUSINE DE BREVET, détenue à 75%
- De dépôts de garanties
- De créances rattachées aux participations

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

#### **STOCKS**

Les stocks de matières premières sont évalués au coût d'achat

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Les en-cours de production sont évalués en focntion du stade d'achèvement à la date d'inventaire.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes, selon que:

- la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus serait supérieure à la valeur de réalisation, déduction faite des frais proportionnels de vente
- des produits finis non vendus seraient devenus obsolètes par rapport au marché
- les produits ne seraient plus autorisés sur le marché
- les possibilités de vente des produits finis ou des marchandises, ou que les possibilités de consommation des matières premières seraient devenues faibles.

Les impacts liés à d'éventuels dépassements de dates de péremption sont considérés aprés étude, comme marginaux en termes de risque de dépréciation, la plupart des produits pouvant être remis dans le circuit de production et le circuit de commercialisation après une re-stérilisation.

### **CREANCES ET DETTES**

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

#### COMPTABILISATION, PRESENTATION DU CICE

Le CICE est comptabilisé au rythme de l'engagement, il est à prendre en compte au fur et à mesure de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes, que la clôture coïncide ou non avec l'année civile, pour les comptes annuels comme pour les comptes intérimaires ou consolidés, en normes françaises.

En outre, compte tenu des conditions de fiabilité et de probabilité d'obtention du CICE, sa prise en compte pour des éléments de rémunération différés à long terme devrait être rare.

La comptabilisation du CICE a été réalisée par l'option d'une diminution des charges de personnel, crédit d'un sous compte 64 (ANC, note d'information du 28 février 2013), et ce pour une valeur de 53 246 euros pour une contrepartie d'un sous compte 444.

Conformément aux dispositions de l'article 244 quater C du code général des impôts, nous précisons que le CICE ayant pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises, notre entité l'utilise à travers notamment des efforts :

- en matière d'investissement
- de recherche, d'innovation
- de formation et de recrutement
- de prospection de nouveaux marchés
- et de reconstitution de leur fonds de roulement

#### **AVANCES CONDITIONNEES**

Les avances reçues d'organismes publics pour le financement des activités de recherche de la société dont le remboursement est conditionnel sont présentées au passif sous la rubrique « avances conditionnées » au niveau des fonds propres.

Les avances consenties par OSEO-BPI à ce titre s'élevaient à 13 750 euros au 31 décembre 2016.

Les avances reçues d'organismes publics pour le financement des activités de recherche de la société dont le remboursement n'est pas conditionnel sont présentées au passif sous la rubrique « dettes financières diverses ».

Les avances remboursables octroyées par la Région Nouvelle Aquitaine s'élevaient à 100 000 euros au 31 décembre 2016.

### CHIFFRE D'AFFAIRES

En règle générale, les produits sont mis en prêt sur une période maximale de 10 jours auprès de clients occasionnels ou sont mis en dépôts auprès de clients réguliers.

Les clients utiliseront, à l'intérieur des « kits » mis à disposition, les produits adaptés à l'opération envisagée.

Seuls les produits effectivement implantés sont facturés sur la base de la déclaration d'utilisation faite par le client.

Un inventaire pour contrôle des stocks en dépôt est effectué de façon périodique. L'écart entre le nombre de produits théoriques implantés et le nombre déclaré par le client lui est facturé.

Le chiffre d'affaires se décompose comme suit :

- 1. la « vente de biens » correspond à la vente d'implants orthopédiques de négoce auprès de chirurgiens exerçant en bloc opératoire.
- 2. La « Production vendue » correspond aux ventes d'implants orthopédiques conçues et fabriqués par le Groupe I.Ceram auprès de chirurgiens exerçant en bloc opératoire.
- 3. La « Production vendue services » est principalement constitué de prestations liées à des commissions sur le chiffre d'affaire de négoce non facturés en direct par la société.

#### RESULTAT COURANT- RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat courant enregistre les produits et charges relatifs à l'activité courante de l'entreprise.

Les éléments habituels des activités ordinaires ont été portés en résultat courant. Il s'agit notamment des éléments suivants :

- Production immobilisée,
- Dotations et reprises sur provision pour dépréciation des créances,
- Subventions d'exploitation,
- Transferts de charges d'exploitation.

Les éléments exceptionnels hors activités ordinaires constituent le résultat exceptionnel.

Des charges et des produits exceptionnels ayant un impact significatif ont été comptabilisés sur l'exercice selon le détail suivant :

- o Une charge pour un rappel d'impôt pour 38 989 €,
- o Une charge pour une variation de la dépréciation des stocks pour 13 525 €,
- o Une charge liée à un contentieux commercial avec un ancien prestataire informatique pour 10 566 €.
- o Une charge liée à un contentieux prudhommale introduite par une ancienne salariée pour 3 000 €.
- o Une charge liée à un remboursement anticipé d'emprunt pour 3 086 €,
- o Un produit lié aux cessions d'immobilisations corporelles pour 12 167 €,
- o Un produit lié à un dégrèvement d'impôt pour 8 582 €.

#### DEPENSES DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT / CREDIT IMPOT RECHERCHE

Le Groupe I.Ceram a fait le choix de comptabiliser les dépenses de recherche et développement en charges dès lors qu'elles faisaient l'objet de demandes de crédit d'impôt recherche.

Seules les dépenses n'ayant pas fait l'objet d'une évaluation entrant dans ce cadre ont été activées, dès lors que les critères d'activation ont été remplis.

Les entreprises industrielles et commerciales imposées selon le régime réel qui effectuent des dépenses de recherche peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt recherche (CIR).

Le CIR est calculé par année civile et s'impute, le cas échéant, sur l'impôt sur les sociétés dû par l'entreprise.

Le groupe dispose désormais des outils analytiques appropriés lui permettant de suivre de manière régulière le CIR. Ainsi, le CIR afférents à 2016 (139 676 € attendus) a été comptabilisé à la clôture de l'exercice, soit le 31 décembre 2016.

L'entreprise, ne payant actuellement aucun impôt sur les sociétés, demande le remboursement du CIR.

## Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le P.C.G. 2014 homologué par arrêté du 8 septembre 2014
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce

## Evènements significatifs de l'exercice

## Création de filiales :

### Filiale commerciale au Portugal

La société a mis en place, au mois de mai 2016, une filiale (détenue à 100%) à Coïmbra (région centrale du Portugal) dans l'objectif de développer commercialement son activité dans ce pays. Un responsable commercial (Joao Rijo) a été recruté en juin 2016, afin de démarrer les étapes d'enregistrements des produits auprès d'Infarmed, puis de faire connaître la société auprès des chirurgiens orthopédistes et professionnels de santé de la Région. La filiale dénommée 'I.Ceram PT' est une société à responsabilité limitée de droit portugais.

### Filiale dédiée pour le futur projet de nouveau centre de production

La société a mis en place, au mois de juillet 2016, une filiale (détenue à 100%) à Limoges dans l'objectif de porter un projet de nouvel ensemble immobilier durable, s'inscrivant sur les 20 prochaines années. La vision qui a prévalue dans la définition du projet est d'une part le renforcement des capacités industrielles, technologiques, sociétales et commerciales d'I.CERAM et d'autre part la volonté de faire de ce nouveau site une vitrine de sa qualité, sa rigueur et son savoir-faire au travers d'un showroom accueillant ses visiteurs.

La filiale dénommée 'I.Ceram U.F.' (pour « I.Ceram Usine du Futur ») est une SASU de droit français. Il est envisagé l'entrée d'actionnaires industriels extérieurs au groupe afin qu'ils apportent leurs savoir-faire et expertises dans l'équipement, la gestion, la supervision et la maintenance d'un tel ensemble immobilier. La finalisation de projet ce construction est envisagé pour l'année 2020.

## Eléments relatifs à l'exploitation :

## Poursuite des activités en matière de recherche et développement de nouveaux produits

La société a continué les recherches entreprises sur de nouvelles technologies et produits, avec le concours d'un comité scientifique composé de chirurgiens et de spécialistes issus des établissements de santé publics ou privés.

Cette volonté de poursuivre les travaux scientifiques s'est traduite au travers du recrutement d'une Docteur en chimie organique (Evelyne Poli en mai 2016) et d'un Directeur Scientifique (Eric Denes en septembre 2016) ainsi que dans la mise en place d'installations techniques permettant la mise au point de techniques de chargement, l'expérimentation et l'analyse d'expériences en interne à la société.

Sur le plan clinique, quatre opérations chirurgicales, menées avec succès par le Docteur François Bertin, ayant pour objectif la pose d'implants sternaux en céramique ont été réalisés dans le cadre du développement de ce nouveau produit au CHRU de Limoges. Par ailleurs au cours de l'année 2016, deux sternum en céramique chargés en gentamicine ont été implantés sur des patients atteints de médiastinites. L'annonce de cette nouvelle première mondiale a été faite en octobre 2016, avec un impact très important en terme de communication. Enfin, le CHU de Reims a procédé, au mois de novembre 2016, à l'implantation d'un sternum en céramique sur une patiente atteinte de métastases osseuses sur la jonction sterno-claviculaire.

Cette dernière intervention s'inscrit dans le cadre du protocole de recherche biomédicale STOIC (STernectOmie par un Implant en Céramique). Initié en mai 2016, ce protocole a pour objectif de mesurer l'efficacité du remplacement du sternum par la pose d'un implant sternal CERAMIL® auprès de 3 patients implantés. Il est porté par le CHU de Limoges avec pour principal investigateur le Dr François Bertin.

### Renforcement des effectifs :

La société a poursuivi le renforcement de ses effectifs dans tous les secteurs de la société (administratif, commercial, production, et enfin, recherche et développement) et ce tout au long de l'année 2016.

### Renforcement de l'outil industriel :

En complément des installations techniques d'analyses citées ci-dessus, la société a procédé au cours de l'exercice à l'acquisition de deux centres d'usinage par ultra-sons, d'un tour bi-broche, d'une machine de marquage laser et d'un robot de polissage. Ces nouveaux équipements ont été tous réceptionnés fonctionnellement à la date de clotûre de l'exercice 2016 (hormis le robot de polissage).

## Procédures judiciaire :

La Société est actuellement engagée dans deux procédures judiciaires :

- (i) un contentieux prudhommal, introduit par une ancienne salariée, pour lequel la Société a provisionné la somme de 6 995 euros ;
- (ii) un contentieux commercial, devant la Cour d'appel de Bruxelles, opposant la Société en qualité d'appelante, à un fournisseur l'ayant assigné en réparation d'un préjudice évalué à 198 302 euros ;

Ainsi, à l'exception des litiges décrits ci-dessus, il n'existe pas à ce jour, à la connaissance des dirigeants de la société l.Ceram, d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage qui pourrait avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société.

### Changement de date de clôture:

Jusqu'en 2014, la société I.CERAM clôturait ses comptes au 30 septembre.

Afin de s'aligner sur la date de clôture de celle de ses filiales et permettre un remboursement plus rapide des crédits d'impôts, la société I.CERAM a décidé en 2015 de modifier sa date de clôture pour la porter du 30 septembre au 31 décembre.

Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2016 (couvrant une période de 12 mois) ne sont donc pas directement comparables avec ceux de l'exercice clos au 31 décembre 2015 (couvrant une période de 15 mois).

En l'absence d'arrêté au 31 décembre 2014, la société n'a pas pu établir d'information pro forma 12 mois clôturant au 31 décembre 2015 pour faciliter la comparaison de ses exercices sur des périodes identiques de 12 mois.

Toutefois, l'activité de la société I.CERAM ayant une faible saisonnalité, l'analyse de l'activité peut être faite par extrapolation sur une période de 12 mois dans le but de permettre une utilisation prospective de ces données.

## Evènements postérieurs à la clôture

La société a poursuivi sa politique en matière de recherche et développement et de recrutement.

Un certain nombre d'investissements sont étudiés pour développer l'outil industriel et accroître sa productivité.

La société poursuit ses efforts en vue de l'obtention du marquage CE pour son implant sternal en céramique.

## Etat des immobilisations

	Valeur brute des immob. au début de l'exercice	Augmentat°	Diminut°	Valeur brute des immob. à la fin de l'exercice	Réévaluation légale Valeur d'origine des immob. en fin d'exercice
Fonds commercial	74 449	·		74 449	
Autres	635 569	21 952	1 490	656 031	
Terrains					
Constructions	34 269	44 482		78 750	
Installations techniques, matériel et outillages industriels	575 672	305 158		880 830	
Installations générales, agencements divers	17 587	170 062		187 649	
Matériel de transport	135 495	45 862	21 493	159 864	
Autres immobilisations corporelles	438 823	19 314	359 662	98 475	
Immobilisations corporelles en cours		1 452 248		1 452 248	
Immobilisations financières	520 217	331 160	78 713	772 664	
TOTAL	2 432 082	2 390 237	461 358	4 360 960	

## **Etat des amortissements**

	Montant des amort. au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amort. afférents aux éléments sortis et reprises	Montant des amort. à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	129 675	16 811	1 490	144 995
Terrains			-	
Constructions	18 968	5 319		24 288
Installations techniques, matériel et outillages industriels	210 234	122 019		332 253
Installations générales, agencements, aménagements divers	3 957	8 435		12 392
Matériel de transport	38 631	43 232	21 493	60 370
Autres immobilisations corporelles	35 929	16 437		52 367
TOTAL	437 394	212 254	22 983	626 666

## **Etat des provisions**

PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Amortissements dérogatoires				
Dont majoration exceptionnelles de 30%				
Autres provisions réglementées				
Provisions	8 000	6 995	8 000	6 995
Sur immobilisations	165 507	61 025	6 133	220 399
Sur stocks et en-cours	198 922	212 447	198 922	212 447
Sur clients et comptes rattachés	107 766		2 198	105 568
Autres dépréciations				
TOTAL	480 195	280 467	215 253	545 409

## Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations Prêts	325 541	178 785	146 757
Autres immobilisations financières	15 918		15 918
Clients douteux ou litigieux	111 374	111 374	
Autres créances clients	349 464	349 464	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	5 463	5 463	
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices	214 889	214 889	
- T.V.A	412 027	412 027	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés	8 582	8 582	
- Divers	46 700	46 700	
Groupe et associés	.0.00	10 700	
Débiteurs divers	268 401	268 401	
Charges constatées d'avance	84 578	84 578	
TOTAL GENERAL	1 842 937	1 680 263	162 675
Montant des prêts accordés dans l'exercice Remboursements des prêts dans l'exercice Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Pius 1 an 5 ans au pius	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de				
crédits :				
- à 1 an maximum	68 853	68 853		
- plus d'un an	1 016 632	40 123	747 722	228 786
Emprunts et dettes financières divers	179 657	25 000	154 657	
Fournisseurs et comptes rattachés	436 346	436 346		
Personnel et comptes rattachés	44 907	44 907		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	26 554	26 554		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A	2 161	2 161		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	83 618	83 618		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	487 254	487 254		
Groupe et associés	125 000		125 000	
Autres dettes	5 116	5 116		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	2 476 098	1 219 932	1 027 379	228 786
Emprunts souscrits en cours d'exercice	200 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	269 611			
Emprunts et dettes contractés auprès des				
associés				

## Parties liées

	31/12/2015			
	ERNEE GESTION	XALE FINANCES	INVESTISSEMENT DEVELOPPEMENT	
COMPTES COURANTS BLOQUES	58 329	66 720	-	
AVANCES (CONVENTION TRESORERIE)			(162 920)	
COMPTES COURANTS ASSOCIES	1 523	1 828		
	59 852	68 548	(162 920)	

	31/12/2016			
	ERNEE GESTION	XALE FINANCES	INVESTISSEMENT DEVELOPPEMENT	
COMPTES COURANTS BLOQUES	58 300	66 700		
AVANCES (CONVENTION TRESORERIE)		u u	(239 957)	
COMPTES COURANTS ASSOCIES				
	58 300	66 700	(239 957)	

## **Fonds commercial**

DESIGNATION	Achetés	Réévalués	Reçus en apport	Montant
fonds industriel mil	10 000			10 000

## Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan		Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES  Créances rattachées à des participations Autres immobilisations financières		
CREANCES		
Créances clients et comptes rattachés Autres créances (dont avoirs à recevoir : VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	)	34 265
DISPONIBILITES		
	TOTAL	34 265

## Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	206
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	119 740
Dettes fiscales et sociales	64 433
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir : )	3 375
TOTAL	187 754

## Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	84 578	-
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	84 578	

## Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	5 340 702	0,10
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice		
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice		
Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	5 340 702	0,10

## Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité		Montant
Ventes de marchandises Ventes de produits finis		34 608 1 435 407
Prestations de services		60 734
	TOTAL	1 530 749

Répartition par marché géographique	Montant
France Etranger	1 441 278 89 471
	OTAL 1 530 749

## Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôts	Impôts
Résultat courant	- 1 944 751	0
Résultat exceptionnel (et participation)	- 48 701	0
Résultat comptable	- 1 853 700	0

Commentaires:

## **Engagements financiers**

Engagements donnés	Montant
Crédit bail mobilier	
Avals et cautions	
Nantissement du fonds de commerce	240 000
Autres engagements donnés :	
TOTAL	240 000
Dont concernant :	
- les dirigeants	
- les filiales	
- les participations	
- les autres entreprises liées	
Dont engagements assortis de sûretés réelles	240 000

Engagements reçus		Montant
Avals, cautions et garanties		125 000
Autres engagements reçus :		
	TOTAL	125 000
Dont concernant :		
- les dirigeants		
- les filiales		
- les participations		
- les autres entreprises liées		125 000
- BPI		

## Rémunérations des dirigeants

	Montant
REMUNERATIONS ALLOUEES AUX MEMBRES :	
- des organes d'administration (jetons de présence)	14 400
- des organes de direction	127 611
- des organes de surveillance	

## Honoraires des Commissaires aux Comptes

		Montant
<ul> <li>Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes</li> <li>Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services</li> </ul>		44 010
	TOTAL	44 010

## Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise		
Cadres	14			
Agents de maîtrise et techniciens	О			
Employés	12			
Ouvriers	11			
TOTAL	37			

# Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés

Engagements	Dirigeants	Autres	Provisions	
Pensions et indemnités assimilées				
Compléments de retraite pour personnel en activité				
Compléments de retraite et indemnités assimilées pour personnel à la retraite				
Indemnités de départ à la retraite et autres indemnités pour personnel en activité	35 000			
TOTAL	35 000			

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués selon une méthode actuarielle, en prenant des hypothèses concernant l'évolution des salaires, l'âge de départ à la retraite, la mortalité, puis ces évaluations sont ramenées à leur valeur actuelle. Ces engagements s'élevaient au 31 décembre 2016 à 35 000 €.

La dette actuarielle est déterminée à partir des paramètres généraux suivants :

o Année de calcul : 2016 o Taux d'actualisation : 2 %

o Méthode de calcul : Rétrospective Prorata Temporis

o Initiative du départ : Le départ intervient à l'initiative du salarié à l'âge de 62 ans

o Convention collective : Métallurgie

o Table de mortalité : TPRV 93

Le salarié qui partira en retraite, de son initiative ou de celle de l'employeur à un âge égal ou supérieur à 62 ans, recevra une indemnité de départ à la retraite dont le taux et les modalités sont fixés comme suit (application de la convention collective de la Métallurgie) :

- 1/10ème de mois par année d'ancienneté de 2 à 10 ans
- 1 mois 1/2 après 10 ans
- 2 mois après 15 ans
- 2 mois 1/2 après 20 ans
- 3 mois après 25 ans
- 3 mois 1/2 après 30 ans
- 4 mois après 35 ans

Il n'est pas tenu compte de la présence postérieure au 62ème anniversaire.

## Tableau des filiales et participations

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote- part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
A – Renseig	nements	détaillés	concer	nant les 1	iliales &	participat	ions	,	·	
- Filiales (plus	de 50% d	u capital	détenu)							
ICERAM SRO	36 994	- 35 255	100,00	2 500		96 874		16 314	- 17 683	
LIMOUSINE BREVET	4 000	17 511	75,00	150 000	110 000			12 000	15 522	
ICERAM PT	50 000		100,00	50 000				0	- 42 003	
ICERAM UF	100 000		100,00	100 000				0		
Participations	(10 à 50 9	% du capi	ital déte	nu)						
B – Renseign	ements g	lobaux c	oncerna	ant les au	ıtres filia	les & parti	cipation	S		
- Filiales non n	eprises en	A:								
a) Françaises										
b) Etrangères										V.
- Participations	non repri	ses en A:								
a) Françaises										
b) Etrangères										